

# Déclaration conjointe de MM. François Hollande, Président de la République, et Mariano Rajoy, Président du gouvernement du Royaume d'Espagne, sur les relations franco-espagnoles et sur les politiques à mener face à la crise de la Zone euro, à Paris le 23 mai 2012.

Mesdames, Messieurs,

J'ai été heureux d'accueillir pour le déjeuner le président du gouvernement espagnol, Monsieur RAJOY. Nous avons évoqué nos relations bilatérales qui sont excellentes sur tous les sujets y compris sur la question de la sécurité qui a été à juste raison évoquée et qui sera une des préoccupations communes que nous aurons dans les prochains mois.

J'ai également souhaité avec le président RAJOY parler du Conseil européen informel qui va se tenir ce soir et nous avons des positions qui peuvent être convergentes pas sur tous les sujets mais sur deux grandes priorités. La première, c'est de mettre de la liquidité dans le système financier européen et de faire en sorte que les banques européennes, toutes les banques européennes puissent être consolidées. Nous avons aussi le souci de la croissance. Nous poursuivons chacun à notre niveau des politiques de consolidation budgétaire et l'Espagne fait un effort important. Mais nous avons aussi conscience que la croissance doit être également à nos agendas sinon comment sera-t-il possible d'atteindre les résultats en matière de réduction de déficits, de maîtrise de la dette s'il n'y a pas une activité supplémentaire. Ce soir, pour ce qui me concerne, j'évoquerai devant le Conseil européen, les deux sujets : celui des instruments de croissance en plus de ce qui doit être fait sur le plan budgétaire et l'enjeu de la liquidité pour avoir un système bancaire qui soit solide et enfin d'être protégé des spéculations qui peuvent nourrir parfois les marchés.

Voilà le sens de notre rencontre et elle sera suivie par une réunion qui pourrait se tenir d'ici la fin de l'année car nous considérons qu'il est très important de nous coordonner.

M. RAJOY -- Bonjour à toutes et à tous. Merci beaucoup Monsieur le président pour ces paroles. Le président HOLLANDE a très bien expliqué, très bien résumé le contenu de notre réunion. Je vais dire à peu près la même chose en d'autres termes probablement. J'aimerais commencer par dire que je suis très satisfait d'être ici aujourd'hui. J'aimerais remercier le président HOLLANDE pour son magnifique accueil qui m'a été réservé ainsi qu'à la délégation espagnole. Nos relations bilatérales comme le disait à l'instant le président, sont excellentes depuis longtemps et nous sommes convaincus qu'elles seront toujours excellentes à l'avenir et je ne vais donc pas prolonger ma déclaration à cet égard.

J'aimerais également remercier le président car après son élection, à la tête de la présidence, je l'ai appelé pour le féliciter et il m'a dit que la France allait poursuivre sa coopération avec tous les moyens possible dans la lutte contre le terrorisme. Il y a peu une réunion a été organisée au Danemark entre les ministres de l'Intérieur français et espagnol et le 29 mai prochain, le ministre de l'Intérieur français se rendra en Espagne et il sera bien sûr reçu comme il le mérite. Donc merci d'entrer pour votre coopération Monsieur le président.

Cela fait trois ans que les deux pays ne se réunissent pas en sommet bilatéral. Nous avons donc

convenu de réunir un sommet bilatéral à la fin de l'année sur des questions qui sont d'intérêt pour nos opinions publiques et qui pourraient servir à améliorer la situation de nos populations. Je pense que cette réunion pourrait avoir lieu à la fin du dernier trimestre 2012.

Nous avons également parlé de la réunion du Conseil européen d'aujourd'hui. Nous avons parlé de ce qui se produit en Europe à l'heure actuelle et de ce que nous pourrions faire pour améliorer les choses à l'avenir. J'ai expliqué au président et je vais le faire maintenant devant vous en essayant de résumer ma vision des choses.

Je suis d'avis que l'Europe est en train de vivre un moment difficile et il faut donc déployer des efforts visant à renforcer l'euro. L'Euro qui fait partie intégrante de notre projet politique, l'Euro qui est un instrument qui doit servir à augmenter le bien-être, à augmenter les emplois dans tous les pays de l'Union européenne. La position de l'Espagne se fonde sur cinq points que je vais résumer et sur lesquels il y a un accord assez important avec la position défendue par la France. Nous avons signé le pacte budgétaire. Il a été intégré à notre Constitution. Nous avons déjà adopté une loi organique concernant ce pacte budgétaire intégré à la Constitution avec pour objectif d'atteindre nos objectifs en matière de déficits, 5,3 % en 2012 et 3 % en 2013. Voilà un premier élément de notre politique économique. Et comme le disait le président HOLLANDE, il ne suffit pas de contrôler le déficit public, il est important de mener des politiques qui vont stimuler la croissance. Il faut établir des réformes pour que les économies soient plus souples, plus compétitives. Cela doit être fait au niveau national et l'Espagne a déjà entamé sa réforme du marché du travail, sa réforme du système financier. Nous travaillons sur notre politique énergétique, notre administration, sur nos différents marchés. Oui, nous sommes en faveur du contrôle budgétaire mais nous devons avoir des politiques qui vont nous mener à la croissance. Troisièmement, il faut des politiques de croissance au niveau européen et il faut à cet égard faire des pas décisifs pour qu'il y ait une plus grande intégration des marchés.

Quatrièmement et c'est très important pour l'Espagne, nous avons besoin de financements, de liquidités.

Nous avons besoin de soutenabilité en ce qui concerne la dette. Des pays réalisent des efforts considérables pour réduire leur déficit mais ce que nous ne pouvons pas faire, c'est vivre avec des différentiels de taux trop importants par rapport à d'autres pays. Les politiques de réformes structurelles vont porter leurs fruits. Il faut dissiper les doutes concernant l'euro, il faut appuyer les pays qui respectent leurs engagements vis-à-vis de l'Union européenne et qu'il y ait un financement et de la liquidité pour ces pays-là. Voilà quel est l'objectif principal et voilà qu'elle est l'urgence aux yeux de l'Espagne.

Cinquièmement, je crois qu'au niveau européen et nous sommes tout-à-fait d'accord le président HOLLANDE et moi, nous devons travailler en faveur d'une plus grande intégration économique, budgétaire, politique et voilà les éléments que je vais présenter lors de la réunion du Conseil européen. C'est une réunion informelle. Nous n'allons pas prendre de décision mais c'est un peu le prologue d'un Conseil qui aura lieu à la fin du mois de juin 2012, réunion au cours de laquelle j'espère, nous prendrons justement des décisions importantes sur ces questions qui le sont tout autant.

Merci une fois encore Monsieur le président HOLLANDE. Vous nous avez très bien traités. Merci pour votre aimable accueil une fois encore.

QUESTION -- Monsieur le président, nous souhaitons vous poser une question à tous les deux. Etes-vous d'accord pour appuyer aujourd'hui à Bruxelles, une intervention de la Banque Centrale Européenne visant à aider des pays tel que l'Espagne ? Et nous aimerions savoir si vous avez pu parler de la situation des banques espagnoles ? Quelle est votre position sur le besoin ou pas que ces banques puissent utiliser le fonds de sauvetage européen ? Merci.

M. RAJOY -- En ce qui concerne votre première question, vous voulez savoir si lors de la réunion du Conseil européen, nous allons parler de la Banque Centrale Européenne ou pas. Moi, ce que je vais dire à Bruxelles et je viens de vous le résumer, je ne veux pas vous fatiguer avec cela mais je répète mes quatre ou cinq points : contrôle de la dépense publique, réforme pour la croissance, réforme pour la croissance au niveau européen, quatrièmement la liquidité, le caractère durable de la dette et le financement. Oui, il y a des questions sur l'Europe, il faut apporter des

de la dette et le financement. Oui, je vais aborder ces questions car l'Europe doit apporter des réponses. Elle doit le faire. Nous ne pouvons pas continuer à vivre avec de telles différences de taux d'emprunt, ces différences entre les taux d'emprunt pourraient ne pas nous permettre d'arriver, aux objectifs que nous nous sommes fixés en matière de déficit. C'est très important à mes yeux, c'est peut-être l'élément le plus important. Il y a beaucoup de choses importantes mais c'est le plus important.

Ensuite deuxième partie de votre question concernant les banques espagnoles : sachez qu'en Espagne, nous faisons avec les banques comme ce que nous avons fait avec les dépenses publiques. Nous avons publié nos chiffres de dépenses publiques et de déficits publics. Notre travail va être un travail de transparence au sujet de toutes les entités financières pour que nous sachions exactement. Nous avons dû nationaliser Bankia, une très importante banque espagnole et dans les mois à venir des évaluateurs indépendants vont dire quelle est la situation des banques en Espagne. Des tests ont été réalisés. Il faudra peut-être une somme d'argent pour recapitaliser certaines banques espagnoles. Je ne pense pas que cette somme soit très importante mais sachez que le gouvernement n'a aucun intérêt et ne souhaite pas utiliser l'un des fonds de l'Union européenne ou de tout autre organisme. Notre objectif, c'est de transmettre un message clair, intelligible concernant le système financier qui ne peut pas être remis en cause puisqu'il n'y a pas lieu de le remettre en cause.

LE PRESIDENT -- Sur le rôle de la Banque Centrale Européenne, je considère que cela fera partie des discussions que nous aurons à mener dans les prochaines semaines à la fois pour apporter de la croissance, c'est son mode d'intervention sur les marchés, en toute indépendance et aussi sur la manière d'apporter des liquidités, ce qu'elle a commencé à faire puisque les banques peuvent s'alimenter auprès de la Banque centrale avec un taux d'intérêts particulièrement bas.

Ensuite est-ce qu'il serait souhaitable que le Fonds Européen de Stabilité Financière puisse jouer un rôle plus important qu'aujourd'hui pour les banques qui en feraient appel, pourquoi pas sans passer par les Etats et cela fait partie là-aussi des discussions que nous aurons dans les prochains jours dans le cadre d'ailleurs du Conseil européen informel de ce soir cette question de la liquidité sera posée et dans le Conseil européen du mois de juin, je souhaite qu'il y ait des décisions qui aillent aussi dans ce sens car plus fluide est notre système financier, plus solide est-il eh bien nous pouvons avoir à ce moment-là des conditions de croissance meilleures. Nous devons mettre plus de liquidités et avoir des établissements financiers plus robustes, tel est le sens d'une politique aussi de croissance.

QUESTION -- Question à Monsieur RAJOY et Monsieur HOLLANDE : la question des euro-obligations ainsi que de la taxe sur les transactions financières est-ce que ce sont deux points inconditionnels pour permettre l'aboutissement des négociations qui débutent ce soir, première question ? Une question ensuite à Monsieur le président français : comment vous abordez le sommet de ce soir ? Est-ce que la partie sera plus difficile avec les partenaires européens que ça ne l'a été avec les partenaires du G8 et de l'OTAN ? Enfin une dernière question mais je ne suis pas sûre que vous puissiez y répondre à Monsieur HOLLANDE : On vient d'apprendre qu'Arnaud MONTEBOURG était condamné pour injures à des salariés de Sea France -- peut-être que vous n'êtes pas au courant mais voilà je voulais avoir votre réaction ?

LE PRESIDENT -- Vous n'êtes pas obligé de répondre sur Monsieur MONTEBOURG mais sur les euro-obligations, vous pouvez vous exprimer librement.

M. RAJOY -- Moi, je ne veux pas avoir de problème avec qui que ce soit.. Vous m'interrogez demandiez concrètement la taxe sur les transactions financières. Je ne sais pas si cela fera l'objet d'un débat ce soir. Nous sommes en faveur de cette taxe sur les transactions financières mais il est important que cette taxe n'impose pas un coût pour les particuliers, des commissions pour les particuliers. Il faut que cette taxe ne soit pas imposée par un ou deux pays, cela pourrait poser des problèmes sur les marchés. Il faudrait que ce soit adopté par une majorité de pays.

En ce qui concerne les euro-obligations à court terme, j'insiste sur ce que je disais, c'est très important, il faut d'abord résoudre le problème de la dette du financement et des liquidités.

Autre débat qu'il faut avoir au sein de l'Europe, c'est celui de plus d'Europe et le débat sur l'intégration européenne. Le processus européen est ancien, la France et l'Allemagne ont

commencé ce chantier avec la CECA. Ensuite il y a eu le traité de Rome en 57 et la construction européenne a avancé petit à petit, pas à pas mais maintenant je crois qu'il faut commencer à réfléchir à l'approfondissement du processus d'intégration économique, financier et politique. Dans ce débat, il y aura à mon avis les euro-obligations. Mais je ne crois pas que c'est une question qui sera résolue par le Conseil dès ce soir. L'urgent à mon avis, c'est régler ce problème de liquidités et de financement des dettes. Ensuite, l'Europe va devoir en effet organiser un débat sur le cap à suivre. Où va l'Europe, où veut-elle aller ?

LE PRESIDENT -- L'enjeu du Conseil européen de ce soir, qui est donc informel, qui n'a donc pas à prendre des décisions à ce stade, c'est de mettre toutes les idées pour la croissance, pour les liquidités sur la table, que chaque pays vienne avec ses propositions. Il y en a de nombreuses. Certains insisteront sur les réformes structurelles, sur l'intégration des marchés, sur la taxe sur les transactions financières. Pour ma part, je reviendrai sur ce que l'Europe peut faire très vite, c'est dans les douze prochains mois, ce qu'elle serait capable d'engager comme mesure sans que ça pèse sur les Etats pour favoriser l'activité, l'emploi et de manière à ce que à mesure que les pays se redressent sur le plan de leurs comptes publics, ils puissent être eux aussi accompagnés par une politique de croissance plus active venant de l'Europe.

Parmi les propositions que je mettrai sur la table, il y aura aussi les euro-obligations non pas pour être en conflit avec d'autres, chacun doit venir avec le meilleur des esprits puisque ce sera à la fin du mois de juin que nous aurons à trouver les solutions et les trouver ensemble. Ce serait dommage de ne pas aller jusqu'au bout des propositions.

Sur les euro-obligations, quelle est l'idée ? Ce n'est pas simplement de faire des euro-projets ou « project-bond » qui seront également proposés mais c'est de réfléchir à un mode de financement qui permettrait aux Etats membres de l'Union et qui ont fait des efforts indispensables pour redresser leurs comptes de pouvoir accéder à des financements avec des taux d'intérêt qui soient les plus bas possibles et qui les mettent à l'abri des phénomènes spéculatifs ou des doutes d'un certain nombre de marchés.

Est-il acceptable que certaines dettes souveraines pour être financées soient obligés de consentir des taux d'intérêts à plus de 6% et que d'autres pays sans doute mieux considérés peuvent accéder à des financements à des taux d'intérêts voisins de zéro dans la même Union monétaire, budgétaire ?

Donc je suis pour que cet instrument puisse être discuté et retenu dans le cadre du programme de travail qui nous est fixé dans le cadre de ce Conseil européen.

QUESTION - Est-ce que la discussion de ce soir sera plus difficile que celle dans le cadre du G8 ?

LE PRESIDENT - La partie sera peut-être plus difficile qu'au G8. Au G8, il y avait déjà des participants qui au départ pouvaient ne pas être forcément sur nos thèses et qui d'ailleurs n'y sont pas venus mais qui ont considéré que la croissance devait être une dimension des politiques que nous avons à engager. Sur le sommet de l'OTAN nous avons fait valoir nos propositions et nos décisions en bonne intelligence avec nos Alliés. De la même manière nous devons dans cette perspective du Conseil européen de la fin du mois de juin convaincre et chercher les compromis. Autant je suis pour le sérieux budgétaire et nous aurons à tenir nos engagements de réduction des déficits pour 2013, autant je considère que la croissance est une condition pour atteindre ces objectifs et que nous ne pouvons pas accepter une zone euro où la croissance serait nulle en 2012 et faible en 2013, donc nous avons à mettre en œuvre des politiques. Dans chacun de nos pays, ce sont des réformes qui sont engagées par des Etats déjà depuis plusieurs années qui seront menées par nous mais également une politique de croissance à l'échelle de l'Europe et là nous aurons toutes les propositions qui s'ajouteront les unes aux autres et permettront d'avoir cette dimension de croissance qui manque. Je souhaite donc qu'il y ait un pacte de croissance qui puisse être proposé et retenu à la fin du mois de juin. Je vous en dirai plus lorsque j'aurai eu déjà cette réunion informelle de ce soir même si je dois déjà dire qu'elle ne sera pas décisionnaire. C'est-à-dire que nous aurons simplement un échange de vues.

QUESTION -- Bonjour, monsieur le président, vous parlez des juges de la Cour suprême. Je ne sais pas si vous en avez parlé avec le chef de l'Opposition, si vous vous êtes mis d'accord avec le

chef de l'Opposition. Je sais que vous en avez parlé au téléphone, avez-vous partagé certaines informations concernant le sommet d'aujourd'hui à Bruxelles ? Et question pour vous deux maintenant : il paraît que l'Euro-Groupe a demandé au gouvernement qu'il prévoit un plan de contingence pour la sortie de la Grèce de la zone euro. Pourriez-vous nous en parler ? C'est une information qui vient de tomber. Et quelle est votre opinion sur une sortie éventuelle de la Grèce de la zone euro ?

LE PRESIDENT - Sur le thème de l'Opposition je ne peux pas répondre non plus.

M.RAJAY -- Oui, je sais que le tribunal constitutionnel a demandé à l'unanimité que l'on renouvelle leurs membres et je pense qu'ils ont raison. Vendredi prochain je me réunis avec le leader de l'opposition et je suis convaincu que nous parviendrons à un accord et sous peu nous renouvellerons les membres du Tribunal constitutionnel. En ce qui concerne le Conseil européen, oui j'en ai parlé avec lui, avec M.DURAN également, et il est important que je parle avec l'ensemble des groupes politiques au cours des jours à venir. Il y a accord sur le plus important. La politique européenne de l'Espagne a été le fruit d'accords. Nous sommes étions d'accord ensemble pour la rentrée dans l'Euro, en 1986 pour rejoindre l'Union européenne. Nous avons eu des accords parti populaire, parti socialiste pour réformer la Constitution par exemple. Donc je ne pense pas qu'il y ait une différence une fois encore, puisque nous n'avons jamais eu de différence sur les questions européennes. Il y a peut-être des questions de détails mais généralement sur le fond nous sommes d'accord.

En ce qui concerne l'information que vous venez de nous donner, je n'ai pas eu vent de cette information. Moi ce que je veux, c'est que la Grèce continue à être dans la zone euro. C'est ce qui est le mieux pour la Grèce et pour l'Europe c'est mon souhait.

LE PRESIDENT - Oui, je ne peux répondre qu'à la seconde question. Sur la Grèce je ferai tout ce que je peux faire dans la position qui est la mienne pour convaincre les Grecs de choisir de rester dans la zone euro en respectant les engagements qui ont été pris. Et tout faire aussi pour convaincre les Européens qui pourraient en douter de la nécessité de garder la Grèce dans la zone euro.

Ce n'est pas un enjeu simplement pour les Grecs. Ce n'est pas simplement un enjeu pour la zone Euro. C'est un enjeu pour l'Europe et pour les conditions de la croissance dans le monde. Car cela peut paraître disproportionné mais s'il advenait qu'il y ait une crise en Grèce qui rebondisse avec les élections prévues le 17 juin, cela aurait nécessairement un impact sur les conditions de croissance en Europe et donc sur le reste du monde. Je ne veux pas surestimer le sujet mais je ne veux pas non plus le sous-estimer. Est-ce que j'ai eu connaissance de travaux venant de l'euro-groupe pour évoquer, élaborer des plans dans le cas où la Grèce sortirait de la zone euro ma réponse est non. Je n'ai aucune information, et d'ailleurs je n'en sollicite pas parce que cela laisserai penser que je me préparerai à cette issue. Je m'y refuse et si je peux m'adresser par votre intermédiaire aux Grecs c'est de leur dire la confiance qu'ils doivent avoir. Y compris depuis que les élections ont eu lieu en France le 6 mai, sur l'attitude qui sera la mienne par rapport à la Grèce mais avec aussi les exigences qui sont posées par les engagements qui ont été noués entre la Grèce et l'Europe. Mais il ne doit pas y avoir de doute sur les intentions de l'Europe et les intentions de la Grèce. Nous devons être ensemble. Et pour le reste je n'ai pas à préparer un autre scénario que celui-là.

QUESTION -- Oui, bonjour, deux petites questions et une plus générale, monsieur le président, monsieur le président du Gouvernement. Est-ce que selon vous, vous parliez des liquidités, le MES doit être le point de passage pour agiter des liquidités dans le système bancaire ? Est-ce que cela doit passer par ce module-là ? Enfin monsieur VENIZELOS pense que la Grèce devrait avoir besoin d'un peu plus de temps pour réduire sa dette. Est-ce que vous êtes d'accord ? Combien de temps faudrait-il donner à la Grèce pour qu'elle puisse réduire sa dette ?

Et finalement plus généralement vous vous rencontrez pour la première fois. Vous êtes tous les deux assez nouveaux dans vos fonctions. Selon en regardant par rapport à vos prédécesseurs, pourquoi cette crise dure-t-elle depuis si longtemps ? Quel serait le péché originel qui fait que vous maintenant soyez encore avec cette crise dans vos mains ? Je vous remercie.

M.RAJAY -- Il y a deux questions, la première est de savoir si le MES est le point de passage

M. RAJOUY -- Il y a des instruments plus rapides que les fonds européens ou le MES qui rentrera en vigueur bientôt mais qui n'est pas encore en vigueur. Il y a des instruments plus rapides pour résoudre des problèmes de financement ou de liquidité. En ce qui concerne monsieur VENIZELOS, je vais répéter ce que j'ai dit précédemment je suis intimement convaincu que ce que la Grèce a de mieux à faire c'est de rester au sein de la zone Euro, je sais que les citoyens grecs ont énormément souffert des mesures qui ont été prises et qui les font souffrir mais cela va porter ses fruits dans peu de temps et je suis convaincu que la Grèce va retrouver le chemin de l'emploi, de la croissance, ce qui va permettre d'améliorer la vie de tous les Grecs je n'ai aucun doute là-dessus. Je suis convaincu que les européens veulent, nous voulons que la Grèce reste avec nous. Nous allons donc agir en conséquence.

Alors pourquoi cette crise dure-t-elle si longtemps ? Beaucoup de personnes ont glosé sur cela, un grand nombre d'analyses ont été faites, beaucoup de commentaires ont été formulés mais je ne vais pas là vous faire une conférence sur le sujet. Ce que je veux dire c'est que comme pour la vie, il faut avoir des certitudes et en période de crise, l'Europe a besoin de certitudes en ce qui concerne l'euro et en ce qui concerne l'avenir. L'Euro fait partie du projet politique espagnol, du projet politique européen. Nous savons que l'Euro va être dans nos vies pour toujours. Il faut être convaincu qu'il n'y aura pas d'impayés. Il faut donc des procédures pour appuyer les dettes publiques des différentes nations. Ce dont nous avons besoin aujourd'hui c'est donner cette confiance, donner des sécurités pour en finir avec les rumeurs les histoires qui sont racontées çà et là. Le jour où nous donnerons la certitude de la sécurité, je suis convaincu que la crise de la zone euro sera terminée.

LE PRESIDENT - Est-ce qu'il faut permettre au Fonds Européen de Stabilité Financière d'intervenir plus qu'il ne le fait aujourd'hui ? C'est son but permettre la stabilité. Est-ce qu'il doit avoir une licence bancaire ? Cela fera partie des sujets qui devront être débattus. Est-ce qu'il doit être lié à la Banque Centrale Européenne ? Cela fait partie aussi des questions qui méritent d'être posées. Donc autant les Etats ont à faire leur devoir par rapport à leur système bancaire, autant il doit y avoir une alimentation de la liquidité par la Banque Centrale Européenne.

Mais dès lors qu'a été mis en place un fonds qui va se transformer en mécanisme européen de solidarité nous devons avoir une utilisation de ces fonds ou de ce mécanisme qui puisse permettre aux banques de se financer correctement.

Sur la position de M. VENIZELOS, elle consiste à dire : « permettez-nous de respecter le mémorandum mais aussi plus de souplesse ». Moi je préfère dire il y a le mémorandum et puis il y a tout ce que nous pouvons déjà faire dès aujourd'hui pour soutenir la croissance en Grèce, pour apporter plus de fonds structurels, pour aider la population à vivre dans des conditions meilleures avec des interventions directes de l'Europe sans que cela remette en cause les obligations que la Grèce doit respecter par rapport à la signature qui a été donnée. Mais nous ne pouvons pas laisser penser aux Grecs qu'il n'y aura pas d'accompagnement et d'appui. Il y aura dès lors qu'ils auront fait le choix de donner à leur participation à la zone euro, une consistance et une force qui donnera confiance aux Européens.

Vous posez la question de savoir pourquoi depuis deux ans et demi, il y a eu tant de conseils européens, et puis en définitive tant de déceptions par rapport à un certain nombre de sujets qui viennent encore dans le débat, notamment la Grèce. Je pense que nous avons un problème de mécanisme de décision au sein de l'Union européenne.

Il y a eu certes des instruments qui ont été créés, j'ai évoqué le fonds européen de stabilité financière, le mécanisme européen de solidarité. Il y a eu une intervention de la Banque Centrale Européenne. Mais nous devons aller plus vite, plus fort. Il ne peut pas y avoir simplement une dimension budgétaire qui a été celle choisie à travers le traité que vous connaissez mais nous devons lui ajouter un pacte de croissance et aussi un engagement à moyen terme. Les Européens doivent savoir où l'Europe va. Il doit y avoir une direction politique, il doit y avoir des étapes qui doivent être posées et puis des objectifs qui doivent être fixés. Et s'il y a, j'en fais le constat à travers un certain nombre de scrutins locaux ou nationaux qui se succèdent en Europe, s'il y a de la défiance, c'est bien parce que l'Europe qui est notre projet n'a pas répondu suffisamment vite à un certain nombre de problèmes. Notamment celui du chômage. de l'activité économique et

et en certain nombre de problèmes notamment celui de chômage, de l'économie européenne et aussi de notre avenir commun. Donc voilà, cela fera partie aussi de ce que je dirai ce soir. Ce soir au Conseil européen nous devons réfléchir par rapport à des enjeux économiques : comment remettre de la croissance ? A des enjeux financiers : comment mettre des liquidités ? Mais aussi par rapport à des enjeux politiques. Qu'est-ce que nous voulons faire ensemble en Europe ? Qu'est-ce que nous portons comme projet ? Et enjeux politique parce que je ne veux pas que l'Europe soit gagnée par des populismes qui prospèrent sur l'idée qu'il ne faut plus aider le sud et qui, dans les pays du sud, prospèrent parce que des peuples n'en peuvent plus d'être soumis à des politiques d'austérité. Donc il y a un enjeu démocratique, il y a un enjeu politique de première importance qui devra être débattu y compris dans ce Conseil européen. Merci en tous cas Cher président d'avoir été présent à Paris avant ces réunions si importantes. Merci à vous tous.